



HAL
open science

La campagne de propagande qui accompagna le procès politique de "Milada Horáková et Cie"

Petr Koura, Pavlína Kourová

► **To cite this version:**

Petr Koura, Pavlína Kourová. La campagne de propagande qui accompagna le procès politique de "Milada Horáková et Cie". Cahiers du CEFRES, 2012, 32, pp.59-103. halshs-00707424

HAL Id: halshs-00707424

<https://shs.hal.science/halshs-00707424>

Submitted on 12 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CEFRES

Centre français de recherche
en sciences sociales
USR 3138 CNRS-MAEE

LA CAMPAGNE DE PROPAGANDE QUI ACCOMPAGNA
LE PROCÈS POLITIQUE DE « MILADA HORÁKOVÁ ET
C^{IE} »

Pavína Kourová, Petr Koura

In :

Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle
Françoise Mayer, Ondřej Matějka (dir.)

p. 59-103

Prague, CEFRES, 2012.

ISBN : 978-80-86311-26-5

ISSN 1805-0336

Pour citer cet article :

Pavína Kourová, Petr Koura, « La campagne de propagande qui accompagna le procès politique de 'Milada Horáková et C^{ie}' », *Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle*. Prague, 2012, p. 59-103.

La campagne de propagande qui accompagna le procès politique de « Milada Horáková et Cie »

Pavλίna KOUROVÁ

Chaire d'histoire et de didactique de l'histoire, Faculté pédagogique de l'Université Charles, Prague

Petr KOURA¹

Institut d'histoire tchèque, Faculté des lettres de l'Université Charles, Prague

Résumé

L'article examine la campagne de propagande qui a accompagné le procès-spectacle de Milada Horáková et de ses douze co-inculpés en 1950. Il reconstitue les douze mois de préparation de ce procès à partir des documents d'archives, son déroulement et son interprétation. Il retrace l'organisation des « réactions spontanées » au procès dans les différentes régions où des réunions publiques étaient organisées selon les instructions du Comité central du Parti communiste et des résolutions étaient signées qui demandaient, pour les « traîtres », la peine la plus sévère. Dans les écoles, les élèves durent aussi rédiger des résolutions dans le même sens, tandis qu'ils étaient discrètement interrogés sur l'opinion de leurs parents à propos du procès.

L'historien Karel Kaplan considère à juste titre le procès de « Milada Horáková et Cie » comme le plus important procès politique des années 1950 en Tchécoslovaquie². Du 31 mai au

¹ Cet article a été réalisé dans le cadre du projet de recherche MSM 0021620827, *České země uprostřed Evropy v minulosti a dnes* [Les pays tchèques au centre de l'Europe dans la passé et aujourd'hui].

² Karel Kaplan, *Největší politický proces „M. Horáková a spol.“* [Le plus grand procès politique « M. Horáková et Cie »] (Prague-Brno : Ústav pro soudobé dějiny AV ČR / Doplněk, 1995).

8 juin 1950, une procédure judiciaire manipulée condamna treize personnes, pour la plupart des fonctionnaires des partis non-communistes³. Quatre d'entre eux, Milada Horáková⁴, Závěš Kalandra, Jan Buchal et Oldřich Pecl, furent condamnés et exécutés le 27 juin 1950. Les autres, Josef Nestaval, Jiří Hejda, Františka Zemínová, František Přeučil, Antonie Kleinerová, Zdeněk Peška, Vojtěch Dunder, Bedřich Hostička et Jiří Křížek furent condamnés à de lourdes peines de prison. Tous ont été réhabilités après la chute du régime.

Ce procès est exceptionnel à de nombreux égards. Dans la Tchécoslovaquie communiste, ce fut le premier procès politique à la préparation duquel participèrent les conseillers soviétiques. Il est également le seul procès où une femme, politique connue et estimée, mère de famille, a été condamnée à mort et exécutée. C'est aussi le seul dont l'enregistrement visuel a été, en grande partie, conservé. Ce matériel cinématographique de huit heures est un document unique en Europe centrale. Il a récemment servi de support à un documentaire en dix parties, *Proces H*, réalisé par Martin Vadas⁵. Un enregistrement semblable fut réalisé pendant le

³ Parmi les tout premiers d'une longue liste, ce procès fut jugé au bout d'une instruction commencée en septembre 1949 qui visait à « démasquer » les stratégies « anti-État » d'un certain nombre de représentants des forces démocratiques et libérales. Les trois femmes et dix hommes accusés dans ce procès furent de toute évidence choisis pour jouer des rôles spécifiques dans ce qui fut désigné comme « une conspiration du centre », terme qui était censé renvoyer aux courants politiques non communistes avant et après 1948, autrement dit à tout ce qui pouvait fournir des élites.

⁴ Née en 1901, Milada Horáková était membre du Parti social-national (Národní socialistická strana – NSS) qui devient une composante du Front national après la guerre sous le nom de Parti socialiste tchécoslovaque, PST (Československá socialistická strana, ČST), le 29 février 1948. Résistante durant la guerre, arrêtée, jugée et condamnée à mort par les nazis, elle vit sa peine commuée en détention. Parlementaire après la Libération, militante internationalement connue pour son engagement dans le mouvement des droits des femmes, elle jouissait d'une popularité importante en Tchécoslovaquie et à l'étranger, qui en fit une cible privilégiée de la répression communiste.

⁵ *Dokumentární série Proces H. Rekonstrukce „procesu s vedením záškodnického spiknutí proti republice se skupinou Dr. Milady Horákové z roku 1950“* [Série documentaire Le Procès H. Reconstruction du « procès des organisateurs d'un complot de sabotage contre la république et de l'équipe du dr. Milada Horáková en 1950 »], 10 x 52 mn, Česká televize, 2009. Sur ce sujet en français, voir Françoise Mayer, « Un procès stalinien du prétoire au cinéma », *La Fabrique du regard*, dir. Marie-France Badie, Michèle-Caroline Heck et Philippe Monbrun (Paris : Michel Houdiard éditeur, 2011), 336-351.

procès du secrétaire général du PCT, Rudolf Slánský, en novembre 1952. Connu également sous le nom de « Procès tchèque », cet enregistrement reste introuvable⁶.

Ce procès fut par ailleurs marqué par une campagne de propagande d'une ampleur et d'une conception à nulle autre égale dans la Tchécoslovaquie d'alors. Cette campagne fut soigneusement organisée par l'appareil du parti et des millions de citoyens, y compris des enfants, s'y joignirent. Des résolutions furent votées en masse lors de réunions publiques durant lesquelles les accusés étaient verbalement déclarés coupables, avant même que soient prononcés les verdicts, et l'on exigeait pour eux les peines les plus lourdes. Une multitude d'intellectuels (écrivains, poètes, scientifiques) ainsi que des personnalités du monde sportif ou artistique réclamèrent ainsi du sang.

Il est difficile de comprendre qu'un pays qui avait compté parmi les plus démocratiques du continent européen devint le lieu où des millions de gens réclamaient la mort de treize de leurs concitoyens qui, pour la plupart, peu de temps auparavant, avaient fait partie de l'élite politique, économique et culturelle de cet État. Comment une nation qui avait, sur le cercueil de son « Président-libérateur », juré fidélité aux idées de T. G. Masaryk, en était arrivée, treize ans plus tard, à fouler au pied les idées humanistes, à succomber à un « climat de pogrom », et dans l'esprit de la barbarie la plus régressive, à en appeler au meurtre ?

Le présent texte s'efforce de répondre à ces questions. Il est la version écourtée d'un livre *Žádáme trest smrti*⁷ [Nous demandons la peine de mort] composé d'une introduction analytique, suivie de l'édition commentée de cent cinquante

⁶ On trouve trace de l'existence de l'enregistrement du procès Slánský dans les archives du ministère de l'Intérieur, mais on ignore ce qu'est devenu ce document. Il n'est pas exclu qu'il ait été expédié en URSS, et si c'est le cas, nous n'avons aucune information sur ce qui a été conservé ou détruit.

⁷ Pavlína Formánková, Petr Koura, *Žádáme trest smrti! Propagandistická kampaň provázející proces s Miladou Horákovou a spol.* [Nous demandons la peine de mort ! La campagne de propagande qui accompagna le procès de Milada Horáková & Cie] (Prague : ÚSTR, 2008).

documents d'archives, choisis parmi d'autres, sur la campagne de propagande, complété également par les rapports sur son déroulement, les « résolutions citoyennes » ainsi que des articles parus dans la presse nationale et étrangère.

« Créer une atmosphère de pogrom »

Les instructions secrètes du Comité central du PCT et les rapports des régions

Le procès débuta le mercredi 31 mai 1950. Le lendemain, le Comité central du PCT, sous la direction de Rudolf Slánský, adressa à tous les comités régionaux des instructions secrètes « en vue d'organiser le retentissement du procès ». Ces instructions étaient signées par Gustav Bareš et Marie Švermová qui assumaient à l'époque la fonction d'adjoints au secrétaire général du Comité central du PCT. On y rappelait aux secrétaires des régions l'importance de l'événement :

Ce procès arrache le masque aux faces criminelles de la réaction intérieure et étrangère. Il doit devenir une leçon pour le peuple travailleur et nous inciter à la vigilance. [...] Il est nécessaire que le parti tout entier prenne conscience du sens de ce procès et sache en expliquer l'ampleur à tout notre peuple.

Dans ce but, il était prévu que tout le pays lise les journaux qui informeraient des débats du procès et, sur le modèle soviétique, que l'on élabore des « *stěngazety* » (panneaux muraux sur lesquels sont affichés des extraits de presse) ainsi que des brèves, affiches réalisées au fur et à mesure, avec les rédactions des journaux et les services de propagande de chaque entreprise. La diffusion massive des reportages radiophoniques sur les audiences du Tribunal devait être assurée dans les cafés, les clubs et autres lieux publics. On devait également utiliser les haut-parleurs des localités et des entreprises.

Les secrétaires des régions furent appelés à organiser des rencontres avec ceux qu'on enverrait participer au procès, à

Prague ; c'est à des « travailleurs de choc » que reviendrait ce rôle⁸. D'éminents représentants de l'intelligentsia devraient aussi s'exprimer dans les réunions publiques. Les instructions demandaient explicitement que soient élaborées des résolutions exigeant des peines sévères pour les accusés. Les régions devaient fournir au Comité central de Prague des rapports non seulement sur la façon dont les consignes étaient appliquées mais encore sur la réception du procès, les éventuels incidents, l'ambiance et sur tout autre phénomène en rapport avec le procès⁹.

Les comités régionaux, dès l'obtention de ces dépêches pragoises, réagirent immédiatement et se mirent à étudier en détail les consignes. C'est ainsi que le comité régional du PCT de Hradec Králové fit savoir le jour même, à six heures du soir, que la dépêche avait immédiatement été traitée par le secrétariat régional et que les mesures nécessaires avaient été prises : « Les tâches ont été définies et, sous forme d'un plan d'action, envoyées par courrier à tous les secrétariats des districts qui feront en sorte que la campagne prenne effet dès demain »¹⁰. Les communistes de Brno, un jour plus tard, annoncent qu'ils ont également mis au point une série de mesures et qu'ils ordonnent à toutes les usines de diffuser tous les jours « des extraits de l'audience ». Ils annoncent par ailleurs au Comité central qu'ils ont réussi à associer les

⁸ Les procès de ce type étaient conçus comme des spectacles. La participation du public était importante, et dans cet objectif, l'accès aux audiences était soigneusement contrôlé. Seules les personnes « politiquement fiables », et donc de préférence des membres du PCT recevaient des places. Afin d'éviter la présence « d'indésirables », les entreprises et les institutions qui envoyaient leurs employés devaient en fournir à l'avance les listes. Les participants entraient avec des tickets qui mentionnaient leur nom et subissaient un contrôle d'identité à l'entrée. Leur droit d'assister au procès ne valait que pour une journée, de sorte qu'aucun membre de ce public trié sur le volet ne puisse voir le procès dans son intégralité. Des moyens de transport furent organisés afin de faire participer la province. Chaque participant devait ensuite rendre compte du procès dans des réunions publiques.

⁹ Národní archiv [Archives nationales, notées NA], Prague, fonds 02/4 (ÚV KSČ - Sekretariát 1945-1951) [Comité central du PCT - Secrétariat 1945-1951], vol. 15, archivní jednotka [pièce, noté a.j.] 127, f° 3 ; dépêche aux comités régionaux du PCT à propos du procès concernant un complot visant à saboter la République, 1^{er} juin 1950.

¹⁰ *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT, Hradec Králové du 1^{er} juin 1950.

enfants des écoles de campagne. Ces derniers iront coller les journaux muraux, principalement dans les salles d'attente des gares. Ils ajoutent que chaque personne envoyée participer au procès animera, à son retour de Prague, trois à quatre rencontres publiques. Ils prévoient enfin, que les chercheurs et les figures du monde artistique enverront leur proclamation à la presse¹¹.

Les fonctionnaires du Comité central du PCT d'Ostrava avisent, eux aussi, qu'ils se sont mobilisés, dès réception de la dépêche, en informant immédiatement « tous les travailleurs des méthodes de subversion employées par la réaction, de façon à renforcer leur vigilance et provoquer une atmosphère de pogrom contre tous les ennemis de la République et leurs commanditaires : les fomenteurs de guerre anglo-américains »¹². Le 6 juin parvient de la ville d'Ústí nad Labem un communiqué annonçant que les entreprises et les organisations ont déjà envoyé leur résolution et que, dans les entreprises de la commune de Bílina, « après l'avoir écoutée, tous sont tout de suite partis aux betteraves, pour manifester leur soutien »¹³.

Le 6 juin, Gottwaldov (aujourd'hui Zlín) annonce que les instituteurs s'associent dans les villages au travail de propagande¹⁴. Le même jour, Ostrava apprend que dans les aciéries de Třinec une « brève » a été imprimée à 5000 exemplaires. Par ailleurs, les communistes d'Ostrava écrivent qu'ils ont tiré des agrandissements des portraits « des agents subversifs », accompagnés d'un texte et qu'ils les placeront dans les vitrines des magasins. Des réunions, écrivent-ils, ont eu lieu dans les usines au cours desquelles « les travailleurs de choc » sont venus parler de « leurs impressions du procès ». Ils font observer qu'« ils ont mis incessamment à contribution tous les moyens de propagande, principalement

¹¹ *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT, Brno du 2 juin 1950.

¹² *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT, Ostrava du 2 juin 1950.

¹³ *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT, Ústí nad Labem du 6 juin 1950.

¹⁴ *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT, Gottwaldov du 6 juin 1950.

les haut-parleurs des usines et des localités afin de permettre, à midi et le soir, l'écoute en direct du procès. Et que dans plusieurs communes où manquent les locaux appropriés à une écoute collective, c'est dans les appartements privés qu'a été organisée la diffusion »¹⁵.

Le 8 juin, jour du verdict, les communistes de Nitra envoient leur rapport. Ils y écrivent que la population s'est rassemblée sur les places et a demandé la condamnation des « criminels » qui comparaissaient devant le tribunal d'État¹⁶.

Les fonctionnaires communistes des régions eurent non seulement pour mission d'écrire un rapport sur la façon dont ils avaient assuré « le retentissement du procès » mais aussi d'enquêter sur l'opinion, d'enregistrer ce qu'ils avaient entendu dire et de faire connaître les réactions de la population. Le Comité central du PCT obtint de cette façon un éventail nettement plus large d'opinions. Si certains rapports indiquent que « l'on demande pour les traîtres et les espions les peines les plus sévères, voire la peine capitale », d'autres laissent percevoir de la sympathie pour les condamnés.

Un secrétaire local de Lanškroun écrit : « Pour ces voyous, pas de balles, ce serait dommage, c'est la corde qu'ils méritent ». À Lanškroun, les ouvriers se disent dégoûtés de l'insolence de Horáková « dont (nos) ennemis font une héroïne ». Selon eux, « seul un vrai châtement empêchera la réaction de relever la tête »¹⁷. Prague fait savoir que l'on attend le verdict avec impatience, surtout dans les usines où « l'on lance des paris sur qui sera pendu, qui condamné à perpétuité. On estime qu'il y aura cinq pendants et apparemment, pour tout le monde, Horáková en sera ». D'autres textes rendent compte de la façon dont on perçoit « la tête du complot », c'est-à-dire Milada Horáková :

Nos gens suivent le procès avec un grand intérêt, chacun se dépêche de rentrer à la maison pour retrouver son poste de radio et ne rien

¹⁵ *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT, Ostrava du 7 juin 1950.

¹⁶ *Ibidem*, copie de la lettre du Secrétariat régional du PCT, Nitra du 8 juin 1950.

¹⁷ *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT, Pardubice du 2 juin 1950.

en perdre. Les camarades pensent que les paroles des accusés ne font que confirmer ce que notre parti dit d'eux. Les membres sont révoltés par l'attitude de Horáková au tribunal, le ton et le cynisme de ses réponses, au point que deux de nos camarades de Prague ont frappé leur poste et qu'aujourd'hui ils ne l'écoutent pas, l'appareil étant en réparation¹⁸.

Une autre dépêche souligne que l'attitude pleine d'assurance de Milada Horáková à la barre a suscité un « sentiment de réconfort dans la réaction », c'est-à-dire principalement « chez les anciens commerçants et les propriétaires ruraux »¹⁹. Ailleurs on lit qu'« une sorte d'indulgence se manifeste dans l'opinion publique envers les coupables de sexe féminin, surtout envers Horáková qui suscite la sympathie et est considérée comme une femme qui se comporte courageusement jusqu'au bout »²⁰. Un communiqué spécial d'Olomouc rend compte de manifestations de sympathie pour les accusées dans le village de Ohrozim de la part de femmes de propriétaire, qui, toujours d'après le communiqué, se voient le soir sur la place et parlent « de Horáková et de Zemínová comme d'héroïnes qui ont eu le courage de tout dire ». Certains textes adressés au Comité central pragois témoignent de doutes émis sur la véracité du procès et sur la culpabilité des prévenus. Les communistes de Jihlava font ainsi observer que les gens des villes et des campagnes, surtout les plus conservateurs, ne croient pas aux déclarations des condamnés et pensent qu'ils ont été forcés de les faire²¹.

Une fois le verdict prononcé, toute une pléiade d'opinions furent consignées par les fonctionnaires communistes. On y trouve ainsi ceux qui voulaient la peine de mort et se disent mécontents que tous les condamnés ne l'aient pas reçue. Parmi ceux-là, des ouvriers de l'usine de Tepno menacent de faire grève au cas où une grâce serait consentie. Plusieurs

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ *Ibidem*, lettre du Comité régional du PCT, Olomouc du 7 juin 1950.

²⁰ *Ibidem*, lettre du Comité régional du PCT, Prague du 7 juin 1950.

²¹ *Ibidem*, dépêche du Secrétariat du PCT, Jihlava du 9 juin 1950.

rapports expriment le mécontentement au vu de la sentence infligée à Františka Zemínová, condamnée à vingt ans de prison « seulement » (elle avait 68 ans au moment du jugement) ainsi qu'à Jiří Hejda condamné à perpétuité. En revanche, d'autres rapports indiquent que des personnes furent choquées par le fait que l'on exécutât une femme : on rencontre des cas où, même si la personne est favorable à un châtement, elle est contre la peine de mort pour Horáková, car elle considère que jusqu'ici les femmes n'étaient pas condamnées à la peine capitale²². D'autres encore expriment un net rejet de la peine de mort et de la compassion pour les condamnés.

Dans la commune de Janov, dans les champs de betterave, les femmes discutaient du jugement pour haute trahison, elles reconnaissaient la nécessité d'emprisonner ces gens, mais pas de les exécuter. À Litomyšl trois personnes ont quitté le café au moment de la diffusion des nouvelles. Přeučil [l'un des accusés], connu dans la ville, est regretté des commerçants, des anciens propriétaires, ainsi que des riches campagnards²³.

Les dépêches sur le « procès de Milada Horáková & Cie » sont une source précieuse pour l'histoire du « plus grand procès politique », et au-delà. Elles en disent beaucoup sur la société de cette époque, sur les méthodes que maîtrisait et contrôlait le régime en place. Leur lecture permet de distinguer des différences intéressantes entre les rapports, et entre leurs auteurs. Certains secrétaires de région écrivent de toute évidence ce qu'ils croient que l'on attend d'eux, dans une langue très proche de celle des résolutions et des articles de l'époque, en soulignant le rejet général des accusés. D'autres, en revanche, écrivent dans une langue moins formelle et suggèrent que certaines couches de la population sont choquées par le procès.

²² *Ibidem*, copie d'une lettre du Comité du district du PCT de Náchod du 9 juin 1950. De fait, des femmes furent exécutées en Tchécoslovaquie dans le cadre des épurations d'après-guerre.

²³ *Ibidem*, dépêche du Comité régional de Pardubice du 2 juin 1950.

« Nous proposons, pour tous, la pendaison immédiate... »

Résolutions et engagements

Comme le reconnaissait ouvertement le rapport des communistes d'Ostrava, le parti au pouvoir s'efforçait littéralement de créer une atmosphère de pogrom et une hystérie collective à partir desquelles « le peuple travailleur » crierait son indignation face aux actes commis par « les traîtres, rebuts de la nation ». Dans ces rapports, le parti s'engageait à faire montre de « son plus profond mépris pour eux et à exiger les plus sévères châtiments ». La volonté du peuple devait s'exprimer, avant tout, par des résolutions prises « spontanément ». Selon le Comité central du PCT, des réunions publiques devaient être convoquées dans tout le pays, au cours desquelles on voterait des résolutions exigeant des peines sévères, voire la peine capitale.

Les sources de l'époque ne nous disent rien des causes de cette hystérie collective et nous ne pouvons nous en tenir qu'à des spéculations. L'effort du régime pour détourner l'attention d'une crise croissante, notamment dans le domaine économique, a certainement joué un rôle. En jetant en pâture un coupable à la population, on pouvait, du moins pour un certain temps, donner une explication de la stagnation du niveau de vie. C'est à la voix du peuple qu'allaient se référer les procureurs pour exiger dans leur réquisitoire final les peines les plus sévères. Et c'est ce même argument qui est mobilisé dans la proposition établie par le secrétariat de la présidence de la République pour que Milada Horáková, Jan Buchal, Oldřich Pecl et Závěš Kalandra, ne bénéficient pas de la grâce présidentielle. On y écrit : « La décision pour le plus sévère châtiment est l'expression de la volonté spontanée de tout le peuple travailleur, telle que la montrent les innombrables proclamations envoyées spontanément »²⁴.

²⁴ Archives de la chancellerie de la Présidence de la République [notées AKPR], Prague, Informations pour le Président de la République sur la possibilité d'accorder la grâce de M. Horáková, Z. Kalandra, J. Buchal, O. Pecl, condamnés à la peine de mort le 26 juin 1950, p. 2.

Ainsi, le régime organise « une campagne de pogrom » puis, immédiatement après, se sert de cet alibi pour justifier sa propre cruauté. Rappelons qu'au même moment dans un pays frère, la RDA, les opposants politiques à la dictature du SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne) étaient condamnés à des peines nettement moins lourdes et aucune peine capitale n'était prononcée²⁵.

La présence de conseillers soviétiques qui participèrent activement à la campagne, et ce dès le début, influença la préparation du « plus grand procès politique » et dut également peser sur le cours des événements. L'Union Soviétique avait intérêt à ce que le régime de ce nouveau satellite fût légitimé par des campagnes de ce genre qui exprimaient l'appui inconditionnel d'une partie de la population. Comme nous le verrons par la suite, une grande partie de l'opinion internationale n'y reconnut pas l'expression authentique de la société tchécoslovaque.

La langue des résolutions sur le « procès de Milada Horáková & Cie » mériterait une analyse détaillée. Il s'agit de documents particulièrement haineux, contraires à tout principe d'humanité et d'État de droit, et qui constituent sans exagération un véritable lynchage verbal. Tout comme les articles de journaux, ils véhiculent la langue de bois de l'époque, saturée d'expressions du type : « les agents subversifs », « les valets de la réaction », « les monstres de notre époque », « les conspirateurs », « les espions cyniques », « les traîtres au peuple travailleur »... Ces textes étaient adressés au tribunal d'État de Pankrác (parfois aux procureurs en personnes), aux ministères de la Justice et de l'Intérieur, au président de la République, Klement Gottwald, ainsi qu'au président du Conseil, Antonín Zápotocký. Jour

²⁵ En avril 1950, lors d'un procès appelé le procès de Dessau, en RDA, le social démocrate Willy Brundert et le démocrate chrétien Leo Herwegen, furent condamnés à 15 ans de réclusion, ce qui correspond à la peine la plus légère dans le procès Horáková. Cf. Hermann Weber, *Dějiny NDR* [Histoire de la RDA] (Prague : Lidové noviny, 2003), 111. Voir également : Hermann Vinke, *Die DDR* (Ravensburg : Ravensburger Buchverlag, 2008), 72-73.

après jour, ils arrivaient par corbeilles entières, (plus de 6300 jusqu'à la fin du procès)²⁶ pour manifester la « volonté du peuple » dans la salle du tribunal, créant ainsi une pression psychologique sur les accusés et les témoins. Un grand nombre de ces résolutions furent publiées dans les quotidiens.

L'adoption des résolutions s'accompagnait souvent de nouveaux engagements au travail, comme les fameux contrats socialistes ou ceux visant à accroître les normes de production. La prétendue activité « de sabotage » des accusés était opposée à « l'effort constructif des travailleurs de choc » qui figuraient souvent, surtout dans la presse quotidienne, comme les plus virulents critiques des « coupables de haute trahison »²⁷. Certains de ces engagements peuvent paraître comiques avec le temps, mais il s'agit d'affaires tout à fait sérieuses, menées de surcroît dans l'ombre de la potence qui menaçait, grâce à cette campagne, tous les accusés de ce procès. Les employés de la brasserie de Velké Popovice, les trayeuses de la région d'Ostrava exigeaient un châtiment sévère pour ceux qui avaient torpillé leur travail. Les employés d'un célèbre restaurant de Prague, U Holubů [Aux pigeons] s'engageaient, quant à eux, à augmenter la productivité de leur travail. Les collectifs de travailleurs proclamaient fréquemment leur volonté d'augmenter leur vigilance envers de semblables traîtres et envers les agents des services secrets de l'Ouest. De toute évidence, dans bien des cas, les signataires ont signé moins par conviction que par peur. La propagande a imposé un « matraquage » si intense, qu'un grand nombre de citoyens dans toutes les couches de la population ont confirmé les accusations construites et se sont montrés prêt à trahir les principes élémentaires d'un État de droit.

²⁶ NA, Prague, fonds 100 / 35 (ÚV KSČ, Antonín Zapotocký 1945-1957) dossier 56, a.j. 1177, f° 108 ; compte rendu final des procès contre la conspiration de sabotage.

²⁷ Les signataires de ces contrats promettaient en réponse aux activités terroristes d'augmenter leur implication au travail et leur productivité, de limiter l'absentéisme et d'économiser les matières premières. La campagne avait donc des effets économiques, censés répondre aux difficultés de la Tchécoslovaquie de l'époque dans ce domaine.

Les citoyens de la commune de Řitka, rassemblés dans une réunion publique le 7 juin 1950, ont déploré le cynisme avec lequel les treize inculpés ont reconnu leurs crimes de trahison, d'espionnage, de terrorisme et d'intelligence avec la réaction nationale et internationale. La turpitude de ces monstres de la société humaine, prêts à ruiner toutes les réalisations de notre peuple après la révolution, justifie la punition la plus sévère pour ces parias²⁸.

Le Comité national du 16^e arrondissement de Prague a dû répondre, aujourd'hui 6 juin 1950, à l'indignation populaire qu'expriment les travailleurs de cet arrondissement à propos des actes anti-étatiques de ce groupe de terroristes. Juste colère et mépris des travailleurs de notre arrondissement qui, avec 55 000 signatures, ont répondu clairement à ces impérialistes qui incitent à la guerre²⁹.

Même si un grand nombre de ces motions se ressemblent et trahissent une source commune d'inspiration, on y décèle cependant des nuances. À leur lecture, on a parfois le sentiment que les auteurs ont tenté de se sortir honorablement de la tâche exigée en restant à un niveau de généralité suffisant pour éviter d'humilier ou de diffamer les différents accusés. En revanche, d'autres résolutions exigent expressément et nommément la peine capitale pour tous les accusés³⁰. On voit, sans surprise, les agents de la Sécurité d'État au sein des comités nationaux d'arrondissement³¹ requérir les plus lourds châtiments, au motif qu'« il est nécessaire que ce qu'il reste de mauvaises herbes soit arraché à la racine », mais bien d'autres réclament aussi la peine de mort pour les trois femmes³². Certains ne se satisfont même pas de leur signature au bas d'une résolution prise au travail ou dans un groupe du parti, ils vont jusqu'à écrire en

²⁸ NA, Prague, fonds Státní prokuratura Praha, [Parquet de Prague noté PSt] I 774, 1950, non inventorié ; Místní akční výbor NF v Řitce - Rezoluce odhlasovaná na veřejné schůzi 7. 6. 1950 v obci Řitka, okres Praha-jih, a zasláná ministerstvu spravedlnosti » [Comité d'action local du Front national de Řitka, Résolution votée à la réunion publique du 7 juin 1950 de la commune de Řitka, district de Prague Sud, envoyée au ministère de la Justice].

²⁹ *Ibid.*, « Rezoluce rady Obvodního národního výboru v Praze 16 zasláná 6. 6. 1950 Státnímu soudu v Praze » [Résolution du conseil du Comité de district de Prague 16, envoyée le 6 juin 1950 au Tribunal de Prague].

³⁰ *Ibid.*, Résolution des employés de l'Union du Comité national de Pardubice du 7 juin 1950.

³¹ *Obvodní národní výbor* (ONV). Il s'agit des organes d'administration communale.

³² *Ibidem*, Lettre des membres de l'organisation du PCT de la direction de l'entreprise forestière de Krásná près de Frýdek du 5 juin 1950.

personne des lettres aux procureurs et aux juges. Les archives livrent des preuves ahurissantes de l'efficacité de cette campagne de propagande. Ces lettres furent écrites de plein gré, à la main et dans l'intimité. Il n'est pas sans intérêt de noter que l'on trouve un grand nombre de femmes parmi les auteurs. « Le tribunal a prononcé son verdict contre les espions et les traîtres de notre république démocratique. En tant que femme à l'adresse d'une autre femme, je dois écrire que ce verdict n'est pas juste (...). Nous proposons pour tous, la pendaison immédiate » écrivent par exemple au procureur Ludmila Brožová, Alžběta Jandová et Markéta Egerová³³. Une autre lettre, cette fois-ci anonyme, invite le ministre de la Justice, Štefan Rais, à rétablir l'échafaud mis en place sous les nazis, appelé à cette époque-là le « hachoir de Pankrác », afin d'y exécuter en masse les opposants à la Démocratie populaire. Mais nous trouvons aussi, dans ces archives, un cas pratiquement unique, où la personne chercha par sa lettre à atténuer la portée de sa signature à la pétition. Il s'agit du pasteur de l'église protestante de Vrchlabí, Josef Kovář, qui adressa au tribunal d'État une lettre dans laquelle il reconnaissait avoir signé la résolution qui demandait un châtiment sévère pour les traîtres, mais déclarait que ses principes moraux l'empêchaient d'admettre la peine de mort. L'injonction à signer de tels textes ne fut pas adressée seulement aux collectifs de travailleurs, mais également aux organisations réunies dans le Front national (*Národní fronta* - NF) comme le Mouvement révolutionnaire des syndiqués, l'Union tchécoslovaque des femmes, l'Union tchécoslovaque de la jeunesse, les associations patriotiques de gymnastique Sokol, l'Union des combattants pour la liberté, la Croix rouge tchécoslovaque, l'Union des pompiers volontaires, etc.

On porta une attention particulière aux membres des partis tchécoslovaques non communistes, les partis socialiste et populaire (*Československá Socialistická Strana, Československá*

³³ *Ibidem*, lettre non datée d'Alžběta et de Marta Egerová au procureur Ludmila Brožová.

Strana Lidová), dont les positions étaient étroitement surveillées dans le cadre des structures du Front national. Les dirigeants de ces partis comprirent très rapidement qu'ils devaient à cette occasion prouver leur loyauté, peut-être plus que d'autres, envers la nouvelle direction. Mais les fonctionnaires subalternes et les simples membres de ces partis avaient en revanche souvent des difficultés à renier leur passé et à qualifier leurs leaders politiques d'antan de « traîtres » et de « rebuts du genre humain ». Dans les documents concernant la « ligne du Front national », on constate une aversion flagrante pour le procès parmi les anciens socialistes nationaux :

Selon nos informations, dans toutes les régions, des individus et même des organisations du Parti socialiste sont soit partiellement, soit totalement en désaccord avec le procès. Il s'agit en général d'anciens membres du Parti socialiste national qui n'ont pas rejoint leur parti « transformé » en Parti socialiste tchécoslovaque au sein du Front national et dont les sentiments d'inimitié à l'égard de la République populaire tchécoslovaque étaient connus. En effet, sur les 6000 résolutions envoyées pendant le déroulement du procès, seules cinq proviennent du Parti socialiste tchécoslovaque³⁴.

Dans la région de Liberec, des membres de ce parti appartenant à des comités locaux ou des comités de district donnèrent même leur démission pour éviter de signer la résolution. Des fonctionnaires de la région de Přebouč, estimant qu'il y aurait sans doute rapidement un revirement, firent de même. Un incident plus important est rapporté à Pilsen. La direction du parti jugea la résolution adoptée trop modérée, voire provocatrice, et la rejeta, entraînant la révocation de tous les membres du comité régional.

Moins d'informations ont été conservées du côté du Parti populaire tchécoslovaque. Mais on y trouve une réaction déconcertante de quelques ecclésiastiques acquis au régime, qui se laissèrent aussi emporter par l'avalanche de haine et

³⁴ NA, Prague, fonds Ústřední akční výbor Národní fronty [Comité d'action central du Front national, noté ÚAV, NF], cote ČSS org-politické 1950.

apportèrent leur contribution à l'échafaud dressé pour les traîtres et les espions :

Nous, ecclésiastiques de la région d'Ostrava, sommes en étroite relation avec le peuple travailleur, et de tout cœur avec lui, nous souhaitons l'amélioration de son niveau de vie. Depuis longtemps, nous nous sommes retrouvés avec nos "bâtitseurs" (*budovatele*) sur le terrain de la vie pratique, à collaborer étroitement, et nous apprécions vivement la compréhension dont fait preuve à présent le gouvernement pour notre travail de prêtre. Les ecclésiastiques n'ont jamais été aussi bien accueillis par le peuple travailleur. C'est pourquoi nous condamnons tous les séditeux et leur activité subversive. Nous blâmons les tentatives de déclencher de nouvelles guerres, méprisons ceux qui ont trahi leur propre peuple et se sont mis au service des étrangers, ennemis de la République³⁵.

Certaines personnes refusèrent pourtant de signer de telles déclarations, malgré les consignes du parti. Le médecin tchèque Zdeněk Mařatka, qui en 1950 exerçait à la Deuxième Clinique de la Faculté de médecine de l'Université Charles à Prague, décrit l'atmosphère de l'époque dans ses souvenirs :

Outre les affronts de toutes sortes, notre morale était particulièrement mise à l'épreuve lorsqu'on nous obligeait à tenir des discours inspirés par la politique, ou bien à signer des textes pour légitimer les verdicts des procès mis en scènes. Le pire ce fut quand on nous obligea à proclamer notre accord avec la condamnation à mort du Dr. M. Horáková pour un prétendu crime de trahison envers l'État. J'ai refusé de signer cette pétition³⁶.

Le geste de Zdeněk Mařatka n'eut pas de suite sur le moment ; il dut malgré tout quitter l'Université huit ans plus tard pour des raisons politiques. Viktor Heller, membre engagé des associations *Sokol*, a également refusé de perdre la face sur son lieu de travail à la compagnie d'Assurances d'État, rue Spálená :

Nous aussi avons tous été sommés de réclamer auprès de la Cour suprême³⁷ la peine capitale pour « la vipère Horáková ». Le

³⁵ Télégramme des ecclésiastiques de la partie tchèque de l'archidiocèse des régions de Wrocław et d'Ostrava. Paru dans : *Lidová demokracie*, 10 juin 1950, 7.

³⁶ Zdeněk Mařatka, *Paměti. Medicína, umění a život v osmi politických režimech* [Mémoires. La médecine, l'art et la vie sous huit régimes politiques] (Prague : Karolinum, 1997), 100.

³⁷ Il s'agit en fait du Tribunal d'État (Státní soud).

président du Comité d'action, Axman, a lu la résolution et demandé aux personnes présentes de la valider. Une forêt de mains s'est alors levée. Cyniquement, il a ajouté « Quelqu'un serait-il contre ? » Alors je n'ai plus tenu, et j'ai levé la main. Axman fut stupéfait : « Une voix de traître ! » Tous les regards se sont alors tournés vers moi. Tous me connaissaient bien et savaient que j'avais été jusqu'en 1948 le responsable des *Sokol* tchèques, et en plus l'organisateur du XI^e rassemblement Sokol³⁸.

À la suite des persécutions et du harcèlement que la police imposa à Heller, sa femme se suicida. Heller fut arrêté en 1954, et condamné à dix ans de prison pour « contacts avec les émigrés » ; Heller fit appel, et reçut une peine plus lourde encore³⁹.

L'écrivain essayiste Miroslav Ivanov rapporte d'autres cas de « résistance » aux directives de l'époque, comme celui de Marie Brabcová qui, après avoir refusé de signer, perdit sa place d'institutrice, au motif qu'on ne pouvait plus lui faire confiance pour instruire les jeunes générations. Deux employés de la Cour suprême administrative de Brno, Novotný et Pflanzler, connurent le même sort après avoir refusé de voter une résolution ; ils perdirent leur poste et durent travailler manuellement. Jan Vychodil, de Horní Libina, fut condamné à neuf mois de prison, qu'il passa à Jáchymov dans la mine Svornost (« La Concorde »), pour avoir exprimé de la sympathie pour les accusés, et ajouté de surcroît « Ne vous en faites pas, les communistes vont bientôt se manger entre eux⁴⁰ ! »

³⁸ Cité d'après Miroslav Ivanov, *Justiční vražda aneb smrt Milady Horákové* [Un meurtre judiciaire ou la mort de Milada Horáková] (Prague : Práce / XYZ, 2007), 332-333.

³⁹ Le nom de Viktor Heller figure dans les listes d'agents publiées par Petr Cibulka dans le journal *Necenzurované noviny* (NN) en 1991. Dans l'édition du 1^{er} janvier 1992, Heller se justifie : après la mort de sa femme, il a été arrêté par la StB, emprisonné, interrogé puis relâché après avoir signé une promesse de silence. C'est par la suite que la StB s'est efforcée de le convaincre de collaborer. Le refus de Heller le conduisit une deuxième fois en prison, et il fut jugé. La rédaction du journal note que Heller « fait partie de ces gens qui se sont malheureusement retrouvés dans les griffes de la StB ». Le cas de Viktor Heller témoigne d'un singulier courage et montre combien la stigmatisation de toutes les personnes figurant dans les listes de collaboration avec la StB est problématique.

⁴⁰ Cité d'après Ivanov, *Justiční vražda*, 330-333.

Cette campagne haineuse se poursuivit une fois le verdict rendu. Après le procès, le ministère de la Justice organisa des séminaires dans les usines et dans « les camps publics du peuple ». Des dizaines d'employés formés à cet effet, mais aussi des juges et des procureurs, parcoururent le pays, donnèrent des conférences sur le procès et en présentèrent les conclusions politiques. Plus de cent mille citoyens entendirent ces discours. Celle qu'on appelait le « procureur ouvrier », Ludmila Brožová, fut particulièrement active. Le 15 juin, à la suite de son intervention à une assemblée, les habitants de Prague 14 votèrent une résolution exigeant une réponse rapide au recours qu'avaient engagé les accusés, ainsi que l'exécution sans délai des peines de mort. Une habitante du 14^e arrondissement de Prague⁴¹, dans une lettre adressée à la procureure, évoque la « très grande impression » que lui fit Ludmila Brožová. Les archives nous permettent de reconstituer l'emploi du temps de certains acteurs du procès, et de constater ainsi que, le 27 juin 1950, entre quatre heures et six heures du matin, Ludmila Brožová et le président du Sénat du tribunal d'État, Karel Trudák, assistèrent au dernier soupir de Závěš Kalandra, Oldřich Pecl, Jan Buchal et Milada Horáková sur leur potence et que, quelques heures plus tard, tous deux eurent une allocution devant la population pragoise appelée à manifester sur la place Prokop Holý dans le quartier de Žižkov⁴².

« Nous dénoncerons tout suspect ! »

La participation des enfants

Les citoyens les plus jeunes n'échappèrent pas à la propagande qui accompagna le procès. Les instructions communistes obligeaient les enseignants et les inspecteurs progressistes à venir parler aux élèves de tous niveaux de

⁴¹ NA, Prague, fonds PsT I 774, 1950 non inventorié.

⁴² « Dr. Trudák a prokurátorka Brožová promluví k pražskému lidu » [Le dr. Trudak et le procureur Brožová parlent au peuple de Prague], *Práce*, 27 juin 1950, 4. L'information fut également publiée dans les autres quotidiens.

« l'activité de haute trahison des saboteurs ». « Nous recommandons », lit-on dans l'une des instructions, « de programmer des rédactions sur le thème 'Les traîtres à leur propre peuple' »⁴³. Les enseignants devaient avant tout souligner « le caractère dépravé des accusés ». Dans les classes « des séquences de cinq minutes » étaient aménagées afin de parler aux enfants du procès en bonne et due forme. On imposait l'écoute de la radio à l'école, des nouvelles rendant compte de chaque journée d'audience. Le procès était longuement traité dans les cours de tchèque et d'instruction civique. La lecture des résolutions nous donne une idée de la façon dont les élèves étaient informés. Les accusés y sont décrits comme « des monstres qui souhaitent ardemment la guerre, capables des mêmes bestialités que celles des nazis pendant la guerre ». La résolution de l'école publique de Újezd u Vizovic du 6 juin 1950, adressée au tribunal d'État, demande que « l'on punisse le plus sévèrement possible les agents de la subversion qui méprisent l'effort constructif du peuple travailleur et des enfants travailleurs, appelant à de nouveaux Lidice, Ležáky et Ploštiny⁴⁴. » Ses auteurs s'interrogent :

Que faisaient les accusés Horáková, Zemínová, Hejda et leurs comparses lorsque toutes ces communes brûlaient et que les flammes s'élevaient jusqu'aux nuages et venaient lécher les martyres qui hurlaient de douleur ? Avaient-ils rejoint les combattants contre le fascisme ? Bien sûr que non ! Les enfants de ces prévenus pleurent certainement d'avoir de tels parents qui creusent leurs propres tombes et les nôtres. Mais nous, nous proclamons que nous ne laisserons pas renverser notre République et que nous dénoncerons tout suspect⁴⁵.

⁴³ NA, Prague, fonds 02/4 (CC du PCT - Secrétariat 1945-1951), vol. 15, a.j. 127, f° 3, Projet de délibération de la présidence des comités régionaux sur le procès concernant un complot de sabotage contre la République, non daté.

⁴⁴ Ces villages furent détruits par le feu pendant la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre de représailles nazies.

⁴⁵ NA, Prague, fonds PSt I 1774, 1950, (non inventorié) Résolution des élèves de Újezd envoyée au tribunal d'État le 6 juin 1950.

La résolution passe sous silence le fait que six des treize condamnés, dont Milada Horáková, accusée d'être à « la tête du complot », avaient vécu l'occupation dans les geôles des nazis et dans les camps de concentration. Tout laisse évidemment supposer que les enfants n'ont pas été informés sur ce point et qu'ils produisent avec d'autant plus de facilité des déclarations qui vont dans le sens de la propagande, véhiculant ses clichés. C'est le cas dans ces documents, conservés dans les archives, où des écoliers expriment leur « juste colère » contre ceux qui ont essayé de renouer avec la vie fastueuse de l'entre-deux guerres et voulaient les affamer.

Même les magazines pour enfants prirent part à la campagne. Pour décrire le procès, le magazine *Pionýr* emploie les expressions suivantes :

C'est un beau tas de rebuts de la société qui se retrouve là : deux anciens millionnaires qui voulaient la guerre pour redevenir millionnaires. Trois politiciens fichus, unis à des escrocs millionnaires dans leur haine du peuple travailleur, dont les comptes frauduleux cessèrent avec le Février victorieux [1948]. Toute leur vie, ils ont marché contre le peuple et c'est pourquoi le peuple victorieux les a rejetés dans les poubelles de l'histoire. Ils tentèrent d'en sortir et de retrouver le chemin de leur gloire douteuse par le biais de la trahison, de l'assassinat et de la guerre nucléaire. C'est seulement avec le plus grand dégoût que l'on peut regarder ces visages sur lesquels est inscrite la haine obstinée envers la République populaire démocratique et son peuple. Telle une pieuvre sournoise redoutant la lumière du jour qui découvrirait toute sa hideur, une poignée de politiciens déchus s'efforce d'attaquer tout ce que nous avons ou sommes en train de construire⁴⁶.

On instillait ainsi la haine dans les âmes d'enfants. La compassion était jugée incongrue, un comportement « irresponsable » ou un aveuglement religieux : « À l'école supérieure d'économie, de nombreuses jeunes filles, favorables à un châtement, n'acceptent cependant pas la peine capitale. Le plus souvent pour des raisons soit religieuses soit

⁴⁶ « Condamnés ! » *Pionýr* 5 (1949-1950) : 420-421.

affectives⁴⁷. » Les enfants étaient par ailleurs incités à dénoncer leurs parents, encouragés dans tous les cas par leurs instituteurs à rapporter ce qu'on disait du procès à la maison, par le truchement de lettres qu'ils apportaient à leurs parents, et dans lesquelles ils leur faisaient connaître « leur opinion sur le procès » et les acculaient ainsi à s'exprimer ouvertement⁴⁸. On peut supposer que c'est à travers ce type de pratique, que s'est enraciné, dans une grande partie de la société, l'usage d'un double langage qui perdurera pendant toute l'époque communiste et qui consistait à accepter le fait de parler de façon différente selon que l'on était en famille, au travail ou à l'école.

Une grande partie des lettres écrites par les enfants se terminent par une promesse d'engagement. Si les parents proposent d'augmenter les normes ou de ramasser encore plus de betteraves, les enfants de leur côté pour « répondre fermement aux subversifs » jurent de désherber les plates-bandes autour de l'école, de recueillir cinquante kilos de vieux vêtements, de nettoyer la cour de l'école ou bien encore d'être les premiers dans la collecte des hannetons. D'autres enfants assurent que « 60 % de leur classe entreront ce mois-ci dans l'organisation des Pionniers » ou « qu'ils étendront le groupe des stakhanovistes à toute la classe, dès le cours préparatoire »⁴⁹. Certaines résolutions montrent que des pédagogues ont su éviter aux enfants de crier vengeance ou d'exiger la peine de mort. Ils les ont incités à écrire des généralités sur leur souhait de vivre en paix ou de se réjouir de la lumière du soleil.

⁴⁷ NA, Prague, fonds 02/4 (ÚV KSČ – Secrétariat 1945-1951), vol. 15, a.j. 129, f° 25, 129, f° 25, copie d'une lettre du Comité de district du PCT de Náchod du 9 juin 1950.

⁴⁸ *Ibidem*, dépêche du Comité régional du PCT de Gottwaldov du 6 juin 1950.

⁴⁹ NA, Prague, fonds PSt I 774, 1950, non inventorié ; résolution des élèves de CM1 de l'école publique de Slavičín, sans date.

« Cette femme qui a perdu toute once d’humanité »

La campagne dans les médias

Le rapport final évaluant l’organisation du procès constate que « le principal travail de propagande a été effectué par la presse et la radio ». Même si les informations et les commentaires des divers quotidiens et hebdomadaires se ressemblent beaucoup, chaque journal présente des spécificités. Tous les quotidiens et les hebdomadaires se consacrent au procès, y compris le magazine satirique *Dikobraz*, l’hebdomadaire féminin *Vlasta* ou le magazine de jeunesse *Pionýr*. On peut citer quelques titres d’articles au hasard : « Les traîtres à la patrie devant le tribunal », « Le complot de haute trahison contre la République par les épaves réactionnaires désamorcé », « L’espionne Horáková avoue avoir agi contre la République et la paix », « Les restes de la réaction écrasée préparaient la guerre et le retour de l’exploitation capitaliste », « Les valets des impérialistes occidentaux devant le tribunal d’État », « Les traîtres démasqués », « Bas les masques aux agents de l’impérialisme américain », « Traîtres au peuple », « Nos femmes répondent aux terroristes par le travail », « Dans des milliers de résolutions, notre peuple réclame : que les espions, les criminels et les traîtres soient sévèrement et légitimement châtiés⁵⁰ ! »

Bien que les articles et les commentaires se ressemblent, utilisant presque le même vocabulaire, les mêmes schémas, les mêmes clichés (comme « les membres de l’émigration traître », « les hyènes assoiffées de guerre atomique », « les affameurs du peuple », etc.), des différences existent tout de même. Pour résumer, on peut dire que le *Rudé právo*, organe de presse du PCT au plus fort tirage, est celui qui fait le plus appel aux instincts les plus bas (les accusés sont dépeints

⁵⁰ *Lidové noviny*, 31 mai 1950, 1 ; *Práce*, 31 mai 1950, 1 ; *Mladá fronta*, 1^{er} juin 1950, 5-6 ; *Práce*, 2 juin 1950, 3-4 ; *Lidová demokracie*, 4 juin 1950, 4-5 ; *Lidové noviny*, 4 juin 1950, 1 ; *Mladá fronta*, 4 juin 1950, 5-6 ; *Vlasta* 4 n° 24, 1950, 2 ; *Vlasta* 4, n° 25, 1950, 10 ; *Rudé právo*, 8 juin 1950, 5 ; *Rudé právo*, 9 juin 1950, 5 ; *Svoboda – týdeník KSČ na Kladensku*, 17 juin 1950, 1.

comme des individus cupides, le rappel de leurs hauts salaires doit susciter l'envie, le tableau de leur caractère, opposé à celui des travailleurs, appelle au mépris). Le journal *Mladá fronta* s'adresse plus aux jeunes qui « construisent des lendemains qui chantent », tandis que « les traîtres et les terroristes complotent pour ruiner leur avenir ». *Svobodné slovo*, le journal du parti socialiste tchécoslovaque, qui avait remplacé le Parti social-national de Milada Horáková non autorisé après la guerre, cherche à montrer à quel point il est pur de toute connivence avec ce dernier. *Lidové noviny*, le journal de l'Union des écrivains, nourrit quant à lui des ambitions artistiques, y compris sur ce thème, et s'efforce par ailleurs d'évoquer les inculpés en dressant des parallèles entre eux et les nazis ou leurs collaborateurs. Citons quelques titres pour exemple : « Des gens qui ont perdu leur raison d'être », « Munich, nouvelle édition », « Les Führer »⁵¹. Des hommes de lettres et de théâtre associent leurs réflexions ou leurs poèmes à cette campagne. Une rubrique régulière, intitulée « Face au jugement populaire » publie les avis des rédacteurs du journal et de ses lecteurs.

Dans les colonnes de *Rudé právo*, Jan Drda, président de l'Union des écrivains, condamne sans appel les accusés. Les paroles de l'écrivain comptent parmi les plus dures :

Ce qui est nouveau, ce n'est pas leur trahison, mais le cynisme bestial avec lequel ils en parlent, le calme du criminel impénitent avec lequel Horáková évoque l'éventualité d'une guerre ou de la mort de nos femmes et de nos enfants. En tous cas, en temps de guerre, on doit mobiliser toutes les forces, nous dit cette femme qui a perdu toute once d'humanité. Oui, dans ces réponses, on retrouve tous les politiciens perdants, les Zemínová, Horáková, Kleinerová, les prédateurs capitalistes typiques comme Pecl et Hejda, ou le carriériste servile Nestaval. On y retrouve le renégat social-démocrate Dundr, et le trotskyste Kalandra. Dans ces réponses, on trouve toute la noirceur des traîtres, des terroristes et des espions⁵².

⁵¹ *Lidové noviny*, 4 juin 1950, 5 ; *Lidové noviny*, 4 juin 1950, 5 ; *Lidové noviny*, 8 juin 1950, 6.

⁵² *Rudé právo*, 8 juin 1950, 5.

Deux femmes écrivains, l'auteure à succès Jarmila Glazarová et l'étoile montante du réalisme socialiste Alena Bernášková, vont s'exprimer dans le même esprit. Les artistes dramatiques ne sont pas en reste – dans la rubrique « Face au jugement populaire », on retrouve des textes de Ladislav Boháč et des membres de la troupe du Théâtre national, Eva Vrchlická et Božena Půlpánová, qui condamnent sans appel les criminels. Les employés du Théâtre réaliste de Prague (*Realistické divadlo v Praze*) et le metteur en scène Ota Ornest, qui sera emprisonné sous la normalisation, apportent aussi leur voix à la campagne.

On retrouve sans surprise le poète « prolétarien », Jan Noha dans la campagne. Le premier juin le journal *Lidové noviny* imprime en première page son poème intitulé « Revivifions notre vigilance », puis cinq jours plus tard, un article : « Vous regardez votre abîme... », dans lequel le poète s'en prend violemment à Závěš Kalandra et, au passage, à tous « les intellectuels traîtres ». À première vue, rien d'extraordinaire, les journaux regorgeaient de ce type de textes. Ce qui est intéressant ici, c'est de voir que Noha se réfère à Stanislav Kostka Neumann, avec qui il était entré en polémique quelques années au paravant, à propos des procès de Moscou de 1937. Noha, membre à l'époque du groupe littéraire de gauche *U-Blok*, avait exprimé son désaccord avec Neumann, lorsque ce dernier avait condamné le livre de Gide, *Retour d'URSS*, qui critiquait le régime soviétique et ses méthodes. Il écrivit une lettre à Neumann qui fut publiée dans *U-Blok* et dans laquelle il reprochait au poète sa position :

Peut-on rester indifférent au sort des personnes créatives, poètes, écrivains, gens de théâtre, de cinéma, ceux qui ont été détruits, ou qui peuvent l'être à tout moment, ceux qui ont porté la vérité artistique ou poétique de la vie du prolétariat victorieux ? Rjazanov, Jesenský, Pilňak, Eisenstein, Pasternak – et tous ceux que nous ne connaissons pas et dont nous ne saurons jamais rien ? Penses-tu que

Jagoda, main droite de Staline toutes ces années, est la garantie d'un État ouvrier ? Et ce montage fou que sont les procès⁵³ ?

Le même homme écrivait 13 ans plus tard :

Záviš Kalandra, homme instruit, intelligent, un intellectuel, se tenait devant la Cour d'État à Prague. Hier un homme, aujourd'hui un coupable de haute trahison. Une personne qui a perdu toute humanité. Une personne inhumaine. Un rebut, dont la seule vue blesse jusqu'au sang le cœur et l'âme. Une créature horriblement mutilée par une haine insensée et une rancœur contre tout ce qui a la chaude apparence de notre actualité populaire et démocratique, et contre tous ceux qui, sous le signe des lendemains ensoleillés, portent le poids et la joie du travail. (...) Les paroles de Neumann se sont accomplies, tous les traîtres retourneront à la petite bourgeoisie ou directement à la réaction. Záviš Kalandra partage avec eux aujourd'hui le banc des accusés, hier il partageait leur jungle. Mais à l'instar du peuple d'URSS, le peuple libre de Tchécoslovaquie se débarrassera d'elle⁵⁴.

Comment expliquer cette « révélation » chez Noha ? Il n'a sans doute pas changé d'avis sur les méthodes du bourreau de Staline, Jagoda, mais il a compris que ces méthodes opéraient à présent en Tchécoslovaquie, et il s'y adapte. Peut-être a-t-il eu peur de finir comme Kalandra, et c'est pourquoi il fait preuve de loyauté envers le système, en citant son opposant d'alors, Neumann, dans l'objectif aussi de montrer qu'il avait eu tort, mais sait revenir sur ses erreurs, et devenir un membre actif de la « communauté des bâtisseurs ».

C'est sans doute ainsi qu'il faut regarder les textes des artistes et des intellectuels à propos du procès Milada Horáková. Ce n'est en effet pas tout à fait un hasard si ceux qui s'exprimaient ainsi dans cette campagne insensée avaient en général un « stigmaté » du point de vue du régime. Très souvent, les auteurs déclarent qu'ils se sont trompés, mais qu'ils savent à présent se tenir du bon côté. Le « plus grand procès » devient l'occasion pour certains, par le biais de la

⁵³ Cité d'après Ivan Pfaff, *Česká levice proti Moskvě 1936-1938* [La gauche tchèque contre Moscou. 1936-1938] (Prague : Naše vojsko, 1993), 82.

⁵⁴ *Lidové noviny*, 6 juin 1950, 5.

diffamation des coupables, de racheter leurs propres « fautes »⁵⁵.

Le poète Jan Pilař par exemple, engagé dans une organisation de jeunesse du parti agrarien avant la guerre, se mit à condamner le capitalisme et chanter les louanges de Klement Gottwald en citant son premier discours parlementaire de 1929 :

Son discours prémonitoire que nous, les jeunes, avons lu avec admiration, fut alors interrompu par les cris de nombreux députés agro-fascistes. C'est Fráňa Zemínová alors députée du parti Social-national, élève des capitalistes, qui attint des sommets en déversant sa haine à la tête de l'orateur⁵⁶.

Le journaliste Bedřich Rohan, qui avait servi pendant la guerre dans l'aviation « impérialiste » britannique, le condamna avec le même feu⁵⁷. Seize ans plus tard, le même Rohan (comme beaucoup de sa génération), décida de quitter la Tchécoslovaquie à l'arrivée des Soviétiques pour qui il avait chanté tant d'odes des années durant. En exil, il travailla pour une station de la BBC. Il est intéressant de noter que l'un des inculpés, Závěš Kalandra avait rejoint le PCT à l'âge de 21 ans, en 1923, à une époque où cela ne pouvait rien lui rapporter, alors que la plupart de ses détracteurs en 1950, avaient rejoint le parti après 1945, à une époque où il était devenu une force politique significative.

Les chercheurs et les employés de l'Académie prirent eux aussi part à la campagne. Le linguiste renommé Jan Mukařovský, recteur de l'Université Charles, publia ses textes dans les journaux, tout comme Bohuslav Havránek, doyen de la Faculté des lettres et non moins renommé spécialiste de littérature.

Ne craignons pas de les qualifier avec les termes les plus infamants, car on ne peut pas parler de personnes abusées ou inconscientes de

⁵⁵ Certains spécialistes de sciences humaines (des anthropologues ou des ethnologues, par exemple) discerneraient peut-être dans cette attitude des éléments que l'on trouve dans certains rites très anciens.

⁵⁶ *Lidové noviny*, 4 juin 1950, 5.

⁵⁷ *Rudé právo*, 6 juin 1950, 5.

leurs actes, tout au plus de personnes aveuglées par une haine profonde envers le peuple et ses succès, envers le progrès, de personnes qui, avec l'ennemi, déclenchent la guerre, juste pour ne pas devoir ouvrir les yeux et regarder la réalité en face.

C'est dans *Rudé právo*, que Havránek, auteur d'un manuel tchèque bien connu et utilisé jusqu'à nos jours, publie ces lignes⁵⁸. De semblables jugements furent portés sur les accusés par le doyen de la Faculté de droit de l'Université Charles, Josef Turek, professeur de droit ecclésiastique qui avait étudié dans cet établissement au même moment que Milada Horáková.

Force est de constater que ces propos infamants émanaient souvent de personnes intelligentes, disposant sans doute d'informations inaccessibles au simple citoyen, et qui avaient selon toute vraisemblance rencontré voire bien connu certains des accusés. La campagne qui accompagna ce procès nous apparaît alors comme une des multiples débâcles collectives qu'a connues l'élite tchèque intellectuelle et artistique du XX^e siècle. Nombre de ses membres avaient vécu en personne des événements survenus presque jour pour jour huit ans plus tôt, en 1942 : les condoléances exprimées à la mort du protecteur adjoint Reinhard Heydrich, les déclarations de loyauté au Reich, et la condamnation du « chien sanglant » Edvard Beneš et de « ses comparses ». S'agissait-il d'une répétition de mécanismes connus dans un décor différent ?

On trouve pourtant, dans ce contexte de propagande, des textes où les auteurs s'efforcent de garder la face. Lus hors contexte, ils restent l'expression typique de cette hystérie collective, mais comparés aux autres, ils s'en distinguent malgré tout. On peut citer par exemple l'athlète Emil Zátopek qui, dans son article « Le verdict a été prononcé par tout le peuple tchécoslovaque », condamne les « espions et les traîtres » en général. Zátopek ne nomme aucun des accusés (ce qui n'est pas le cas des autres textes) ; il n'insulte personne

⁵⁸ *Rudé právo*, 11 juin 1950, 4.

et, ne semble pas s'identifier à ce qu'il signe⁵⁹. Zátapek était alors l'icône du sport tchécoslovaque, mais il était aussi l'époux de la nièce du général Sergej Inger, ministre pendant la guerre du gouvernement en exil à Londres et qui continuait à œuvrer de l'étranger contre le régime communiste. (Ceci explique-t-il cela ?)

Avec du recul, l'aspect le plus rebutant de cette campagne est que six des treize accusés avaient été emprisonnés pendant l'occupation alors qu'on ne cessait de les comparer aux criminels nazis. On retrouve ce fallacieux rapprochement dans de nombreuses résolutions, comme la lettre des enfants d'Újezd u Vizovic, déjà citée plus haut, dont les « auteurs » ne soupçonnaient sans doute pas que Milada Horáková, Josef Nestával, ou Zdeněk Peška avaient été des personnalités importantes de la résistance anti-nazie. Certains pétitionnaires qui avaient bien connu leurs activités de résistants, les reniaient sans vergogne. Le député du Parti socialiste tchécoslovaque, Josef Šafařík, publiait le 6 juin dans *Svobodné slovo*, un article intitulé « La trahison est un programme » où il posait la question suivante :

Quelle différence y a-t-il entre la brute célèbre de Buchenwald, Elsa Kochová, qui achevait les prisonniers politiques et utilisait leur peau pour obtenir des accessoires de toilette ou relier des livres, et l'ancienne députée socialiste national Milada Horáková qui, au prix d'une nouvelle catastrophe mondiale, cherche à tout renverser⁶⁰ ?

Ludmila Cekotová, dans *Rudé právo* allait plus loin encore. Dans son reportage sur le premier jour du procès, elle reproduisit une conversation, difficilement crédible, qui aurait eu lieu dans les couloirs du tribunal de Pankrác : « Un mineur de Kladno discute dans le couloir avec un camarade au sujet de Horáková. Tous deux se demandent ce qu'elle cherche à faire et sur qui elle veut faire impression avec sa froide indifférence. 'Celle-là, elle ne parle ni comme un homme ni comme une femme. Elle se comporte comme

⁵⁹ *Rudé právo*, 10 juin 1950, 3.

⁶⁰ *Svobodné Slovo*, 6 juin 1950, 7.

Hitler⁶¹. » Inutile d'ajouter qu'une grande partie des gens qui participèrent soit au procès, soit à la campagne de propagande, vécurent l'occupation nazie bien plus paisiblement que la majorité des accusés.

Mentionnons brièvement les publications spéciales consacrées au procès qui parurent juste après sa clôture. La veille de l'exécution, le 26 juin 1950, le troisième numéro du « matériau destiné à la propagande personnelle » fut publié. C'était une de ces brochures en format de poche, intitulées « Disons au peuple la vérité » (*Říkáme lidem pravdu*) éditées par le service de propagande culturelle du PCT. Le numéro de juin avait comme sous-titre « Dévoilons le visage répugnant de la réaction » (*Odhalujeme hnusnou tvář reakce*). Dans chacun des chapitres (I. « Le renouveau de l'exploitation capitaliste », II. « Les méthodes criminelles de la réaction », III. « La galerie des coupables de haute trahison ») un mode d'emploi était destiné aux propagandistes du PCT pour leur permettre de définir « correctement » le procès. On leur faisait entre autres observer qu'« avec nos collègues de travail et nos voisins, à l'usine, au village ou en ville, nous parlerons de l'enseignement que nous tirons du procès des treize coupables de haute trahison, des espions, et de la nécessité d'accroître notre vigilance et notre attention »⁶². La brochure fut imprimée à trois cent mille exemplaires.

En juin suivit une publication intitulée *Le procès des meneurs du complot de sabotage. Horáková et ses douze comparses*, connue plus tard sous le terme de « livre gris ». Le ministère de la Justice l'éditiona en juin 1950 à 140 000 exemplaires⁶³. Cette

⁶¹ *Rudé právo*, 3 juin 1950, 1.

⁶² *Říkáme lidem pravdu. Materiál pro osobní agitaci* [Disons au peuple la vérité. Documents pour une propagande personnelle]. N° 3 (Prague : Service de propagande culturelle du Secrétariat CC du PCT, juin 1950), 3.

⁶³ *Proces s vedením záškodnického spiknutí proti republice. Horáková a společníci* [Procès des organisateurs d'un complot de sabotage contre la république. Horáková et compagnie] (Prague, ministère de la Justice / Orbis, 1950). Des livres semblables avec la même typographie furent édités par le ministère de la Justice sur les procès qui suivirent, en particulier sur le « procès contre les agents du Vatican en Tchécoslovaquie. L'évêque Zela et ses comparses » (décembre 1950), et le « procès Rudolf Slánský avec les meneurs du

publication se donnait pour une reproduction complète des débats du tribunal⁶⁴ mais, comme on a pu le constater récemment grâce à la confrontation des sténographies et des enregistrements audiovisuels, beaucoup de propos tenus lors du procès y étaient modifiés ou tout simplement supprimés⁶⁵.

En juin, parut également un texte de Karel Beran : *Devant le tribunal du peuple. Le procès de Milada Horáková et de ses douze comparses devant le tribunal d'État à Prague du 31 mai au 8 juin 1950*⁶⁶. Le livre réserve une grande place aux exilés politiques mis en cause dans ce procès, avant tout à Hubert Ripka, Petr Zenkl et Vladimír Krajina. Les titres de certains chapitres donnent une idée de l'esprit du livre : « Les émigrants et la subversion », « la boue de l'émigration ». On y trouve une description du procès et une série de portraits des inculpés sous le titre « La galerie des traîtres ». La postface est du journaliste, Karel Jíše, ancien socialiste national qui connaissait très bien de nombreux prévenus. Il avait même coopéré avec Josef Nestával pendant la guerre dans la résistance contre les nazis. Il ne qualifie pas moins ces anciens compagnons de « monstres incapables du moindre sentiment, dénués de compréhension pour leur propre pays et leur peuple ».

L'Union des combattants pour la liberté (*Svaz bojovníků za svobodu*) édita le même mois un livre intitulé *Les mercenaires de*

complot contre la Sûreté de l'État (janvier 1953). Aucune de ces brochures n'atteint le tirage de celle du procès de Milada Horáková.

⁶⁴ NA, Prague, fonds 100/35 (UV KSČ - Antonín Zápotocký 1945-1957), vol. 56, a. j. 1177, f° 107 ; Rapport final sur les procès : « Ministerstvo spravedlnosti vydalo dokumentární brožuru o průběhu hlavního líčení (...). Pronikla do nejšířších vrstev obyvatelstva a jistě přispěla ke zvýšení bdělosti a ostražitosti pracujících » [Le ministère de la Justice a édité une brochure documentée sur le déroulement des audiences (...). Elle a été diffusée dans diverses couches de la population et a certainement contribué à élever le niveau de vigilance des travailleurs].

⁶⁵ Cf. l'étude comparative des différentes « retranscriptions » du procès : Petr Blažek, « Rekonstrukce (Prameny k procesu s Miladou Horákovou a jejími druhy) » [Reconstitution (les sources concernant le procès de Milada Horáková et de ses comparses)] *Sborník archivů ministerstva vnitra* 4 (2006) : 199-219.

⁶⁶ Karel Beran, *Před soudem lidu. Proces s dr. Miladou Horákovou a jejími dvanácti společníky před státním soudem v Praze 31. května až 8. června 1950* [Devant le tribunal du peuple. Le procès de Milada Horáková et de ses douze comparses devant le Tribunal d'État de Prague du 31 mai au 8 juin 1950] (Prague : Melantrich, 1950).

la guerre. Le procès *Horáková et compagnie*⁶⁷ dont la couverture est un photomontage suggestif. Au premier plan, la photographie connue de Milada Horáková à la barre du tribunal d'État, en arrière plan, des soldats nazis qui jouent du tambour et de la trompette devant une ville en flammes. Ces publications permirent d'exprimer des critiques non seulement contre les socialistes nationaux mais également contre les tenants du Plan Marshall présenté « comme le masque de l'asservissement économique des nations européennes et l'amorce du déclin de l'économie nationale ». On y rappelle que « cette clique » a échoué en février 1948 ;

Ce sont des traîtres notoires qui ont failli dans le passé, aussi bien pendant les journées tragiques des accords de Munich que sous l'occupation ou encore dès le début de l'existence de la démocratie populaire. C'est pourquoi le peuple les a condamnés.

Suit une description du « complot des saboteurs » dans laquelle chaque prévenu est caractérisé. Un chapitre entier, intitulé « La mère », est consacré à Milada Horáková. Ces propos, déjà ressassés par la propagande communiste, rapportent qu'elle souhaitait une guerre atomique et « qu'elle avait aidé ceux qui voulaient jeter des bombes sur les lieux où vivent des milliers d'enfants tchécoslovaques, y compris sa propre fille ».

L'on ne peut pas ignorer, pour conclure cette partie, la pièce d'Emil František Burian, *Pařeniště* [Le Fumier]⁶⁸. Alexej Čepička avait déclaré en mars 1950 que le ministère de la Justice appelait les artistes à participer au travail de propagande éducative et les engageait à créer des œuvres qui

⁶⁷ Miroslav Dvořák, Jaroslav Černý, *Žoldnéri války. Soudní proces s dr. Horákovou a spol.* [Mercenaires de la guerre. Le procès du dr. Horáková et Cie] (Prague : Mír / Union des combattants pour la liberté, 1950). L'Union des combattants pour la liberté regroupait depuis mai 1948 les anciens résistants au qui s'étaient rassemblés à la Libération dans une association d'abord nommée *Československý svaz protifašistických bojovníků* (Union tchécoslovaque des combattants contre le fascisme). En 1951, l'Union est rebaptisée *Svaz protifašistických bojovníků* (Union des combattants contre le fascisme) qui se scinde en 1969 en deux parties, l'une tchèque, l'autre slovaque. Sous ces différents noms, on retrouve à peu près la même association, très proche du PCT jusqu'en 1989.

⁶⁸ Emil František Burian, *Pařeniště. Hra o věrnosti a zradě o šesti obrazech a epilogu* [Le fumier. Pièce en six actes sur la fidélité et la trahison, suivie d'un épilogue] (Prague, s.d.).

persuaderaient les masses de la juste action des communistes et amènerait le « peuple travailleur » à s'indigner quand il verrait la façon dont la « réaction » travaillait contre lui. Il avait ajouté que Burian avait répondu de lui-même à l'appel. Ce dernier écrivit au cours de l'été 1950 une pièce de théâtre qui réagit promptement au procès de Milada Horáková et des autres accusés. La première, dont lui-même avait assuré la mise en scène, fut réalisée dans son théâtre de la rue Na poříčí, le 15 septembre 1950⁶⁹. Eva Šormová, théoricienne du théâtre, en analysant la pièce et les circonstances qui la précédèrent⁷⁰, observe que tous les comptes rendus de l'époque font le rapprochement direct avec le procès. Burian lui-même, dans l'introduction au texte de sa pièce, reconnaît s'être inspiré du « plus grand des procès politiques ».

Les journalistes soviétiques assistèrent au procès de même que leurs collègues des « démocraties populaires », ceux de la presse occidentale progressiste (*Daily Worker*, *Unita*, *Drapeau Rouge*, *L'Humanité*) ou la presse officielle des puissances occidentales. Les documents du ministère de l'Information et de l'Éducation populaire montrent que la présence des journalistes étrangers n'allait pas sans problème. On mena de longues discussions pour savoir qui recevrait l'autorisation d'accéder à la salle du tribunal et comment serait assuré l'interprétariat.

« Je suis profondément convaincu qu'elle mérite de vivre »

Les protestations de l'étranger contre le verdict

Alors qu'en Tchécoslovaquie, on votait en masse des résolutions qui étaient en accord avec le verdict, de l'autre

⁶⁹ Il s'agissait du théâtre fondé par E. F. Burian en 1933, intitulé d'abord Divadlo D+. Orienté à gauche, d'obédience communiste, il est également la première coopérative théâtrale où les employés du théâtre, acteurs et autres, sont propriétaires du théâtre et décident de ses orientations.

⁷⁰ Eva Šormová, E. F. Burian, « Pařeniště », *Divadelní revue* 2 (1993) : 40-50 et 91-78 pour « Pařeniště – échos de l'époque ». Sur ce thème, voir Petr Šamal, « Smrt talentovaného marxisty » [La mort d'un marxiste talentueux], in *Záhady českých dějin* [Les mystères de l'histoire tchèque] (Prague, Reader's Digest, 2005), 302-307.

côté de l'Atlantique un groupe d'émigrés tchèques organisait une campagne pour tenter de sauver Milada Horáková et ses compagnons de la peine de mort. Ils contactèrent des politiques, des savants, des personnalités du monde entier, divers partis politiques, des organisations féminines, et des comités d'anciens détenus des camps de concentration nazis. Tous envoyèrent des télégrammes en demandant de casser le jugement. Le plus grand nombre des télégrammes adressés au président de la République tchécoslovaque arriva de Norvège, des États-Unis et de Suède. Il est connu de tous qu'Albert Einstein écrivit et au président de la République et au président du Conseil Antonín Zápotocký :

Je vous demande que ne soit pas exécutée la sentence contre Milada Horáková, Závěš Kalandra, Oldřich Pecl et Jan Buchal. Ils ont été victimes des nazis, prisonniers des camps de concentration allemands. Je suis profondément convaincu qu'ils méritent de vivre⁷¹.

Nous pouvons citer ici quelques unes des protestations envoyées par les personnalités du monde politique, scientifique et artistique, ainsi que des organisations ou des comités. D'anciens prisonniers politiques hollandais sous l'occupation écrivent à Gottwald : « la majorité des condamnés étaient nos camarades dans les camps de concentration sous Hitler. Nous ne pressentions pas qu'ils allaient connaître les mêmes souffrances sous un gouvernement communiste⁷². » Treize organisations norvégiennes pour la paix protestèrent, de même que des professeurs d'histoire de Harvard, une association d'anciennes déportées norvégiennes, quatre-vingt quatorze organisations de femmes américaines télégraphièrent au Président de la Tchécoslovaquie « qu'elles connaissaient le travail philanthropique de Milada Horáková, de Františka Zeminová et d'Antonie Kleinerová et qu'elles s'indignaient du verdict »⁷³. Mais aussi l'organisation internationale des

⁷¹ AKPR, Prague, T2461/50, télégramme d'Albert Einstein.

⁷² *Ibidem*, télégramme de l'Association hollandaise des anciens prisonniers politiques.

⁷³ *Ibidem*, télégramme de l'Association panaméricaine de 94 organisations de femmes.

droits de l'homme, les représentantes du mouvement féministe norvégien, les organisations syndicalistes norvégiennes et les partis ouvriers de ce pays. Le président social-démocrate hollandais adressa « une ferme protestation contre les condamnations à mort inhumaines considérant « que c'était une honte pour le système dictatorial de Tchécoslovaquie que des combattants contre Hitler, dont la santé avait été minée dans les camps de concentration nazis, perdissent la vie et la liberté, pour la seule raison qu'ils étaient restés, en tant que sociaux-démocrates, fidèles à la liberté »⁷⁴.

Presque tous les télégrammes adressés à Gottwald en appelaient à la mansuétude et rappelaient les souffrances que les condamnés avaient traversées sous l'occupation. Seuls les Tchécoslovaques qui réussissaient à saisir une radio étrangère connaissaient les noms de ceux qui télégraphiaient à Gottwald. Ils pouvaient y écouter des émissions de radio en langue tchèque, qui critiquaient le procès et s'élevaient contre ce qu'on écrivait dans la presse tchèque. La Voix de l'Amérique, par exemple, réagit le 8 juin 1950 à une résolution des travailleurs publiée dans les journaux :

Le monde est tout à fait conscient qu'il n'est pas permis à un citoyen modeste, dans la situation actuelle en Tchécoslovaquie, de refuser sa signature ou de montrer son désaccord envers de telles résolutions. Personne ne doute que la majorité d'entre eux le font avec dégoût, non seulement en désaccord avec le régime mais aussi parce qu'ils répugnent, par une décence innée, à l'intervention de la rue dans les débats du tribunal. Par contre, ceux qui sont pour ces résolutions et qui forcent les autres à les accepter, méritent que leurs noms ne soient pas oubliés. Simplement parce que certains d'entre eux se retrouveront bientôt devant ce même tribunal où d'autres, à leur place, exigeront que leur soient réservés des verdicts aussi durs que ceux qu'ils avaient prononcés, peut-être uniquement pour avoir dévié de la ligne que Moscou aura alors fixée⁷⁵.

⁷⁴ *Ibidem*, télégramme du Parti hollandais du travail.

⁷⁵ NA, Prague, fonds du ministère de l'Intérieur (Ministerstvo vnitra, noté MV) – Monitor, 1950, carton 213, *Voix de l'Amérique*, 8 juin 1950.

Peu de personnes jugeaient ces paroles prophétiques alors qu'elles l'étaient. Le commentaire diffusé par la même station de radio le lendemain du verdict l'était aussi :

Ceux qui servent avec empressement cette nouvelle tyrannie, disons ces soi-disant juges, ces procureurs ou tout simplement ces gardiens de prison, devraient bien observer la salle du tribunal de Pankrác et la cour du pénitencier, car ils ne devraient pas oublier le brusque revirement de situation intervenu ces dernières années. Il est souvent advenu que dans la même salle de tribunal et dans la même cour de pénitencier, ceux qui déambulaient en bottes et prononçaient les arrêts de mort, finirent par devoir rendre des comptes pour la cruauté de leurs actes.

Un grand nombre d'individus qui s'étaient engagés dans l'organisation du procès lui-même ou dans la campagne de propagande, furent quelques mois plus tard, victimes de la paranoïa du PCT qui rechercha l'ennemi dans ses propres rangs.

Le 9 juin 1950, dans l'émission de la BBC en tchèque, les auditeurs purent entendre le commentaire du diplomate Robert Bruce Lockart. Ce dernier avait connu un grand nombre de politiques tchécoslovaques qui avaient été en exil à Londres, dont Jan Masaryk. Lockart, dans ses émissions régulières ne manquait pas de juger sévèrement le comportement du régime communiste. Grand connaisseur de la situation en Tchécoslovaquie, il sut assez précisément analyser la situation dans laquelle se trouvait la population de ce pays.

En France aussi, des protestations s'organisèrent. André Breton qui, lors de sa visite en 1935, avait fait la connaissance de Závěš Kalandra, s'en chargea. Il envoya au gouvernement tchécoslovaque un texte condamnant les peines capitales, signé par plus de cent intellectuels français : « Kalandra fut prisonnier de Hitler pendant six ans, nous le connaissons, l'admirons, lui et son œuvre »⁷⁶. Parmi les signataires on

⁷⁶ Ces deux documents peuvent être consultés : NA, Prague, fonds MV - Monitor 1950, carton 214 (13 et 18 juin 1950), et carton 215 (19 et 24 juin 1950).

découvre les principaux représentants de la culture française et mondiale – Albert Camus, Max Ernst, Paul Claudel, Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre qui était pourtant encore « compagnon de route » du PCF à cette époque. Mais l'action de Breton ne s'arrêta pas là. L'écrivain envoya une lettre ouverte à son ami d'antan, Paul Éluard. Ils avaient visité ensemble la Tchécoslovaquie dans les années 1930. En 1950, Éluard était le poète officiel du Parti communiste français.

L'été, quinze ans plus tôt, à Prague. Nous y organisons des cours et des interviews. Toi, Éluard, tu ne peux avoir oublié l'accueil que l'on nous fit à Prague. Rien alors ne nous séparait. Rien ne nous était plus éloigné que l'orthodoxie politique. [...] Notre conscience aspirait à la vérité. Le moindre compromis d'un côté comme de l'autre nous aurait semblé fallacieux et nous nous serions perdus à nos propres yeux. [...] [ici] s'est présenté, si tu te souviens bien, quelqu'un d'ouvert, quelqu'un qui a essayé de nous comprendre. Ce fut cette personne qui écrivit dans la presse communiste les meilleures analyses de nos livres et fit les meilleurs commentaires de nos conférences. Il n'avait de cesse qu'il ne réunisse le plus large public où se mêlaient autant d'intellectuels que d'ouvriers. Je pense que tu te rappelles encore aujourd'hui le nom de cette personne. Il s'appelle Závřil Kalandra, ou s'appelait, car, selon les nouvelles, il a été, jeudi dernier, condamné à mort par le tribunal de Prague, naturellement selon les aveux « requis ». Tu savais bien autrefois que penser de ces aveux. Kalandra, lui aussi, le savait bien. C'est pourquoi, en 1936, il fut exclu du Parti communiste pour avoir commenté le procès des seize qui se déroulait à Moscou. [...] Toi qui quelques mois plus tôt avais signé le texte « Du temps où les surréalistes avaient raison » et où tu condamnais résolument le stalinisme. [...] Ou bien est-ce parce que la guerre et l'occupation ont creusé un tel fossé que Kalandra, selon vous, est passé ouvertement du mauvais bord ? S'est-il rendu coupable aux yeux de la Résistance ? Mais bien sûr que non ! Car ce sont ses articles qui lui ont valu six ans de détention dans les camps de Ravensbrück et de Sachsenhausen. Allez le dire à d'autres ! [...] Comment dans l'intimité tu peux accepter pareille dégradation pour un homme dont tu fus l'ami⁷⁷ ?

⁷⁷ Lettre en deux versions. La première fut transcrite d'après la diffusion radiophonique ; elle est conservée dans les archives du service de monitoring du ministère de l'Intérieur de l'année 1950. Un extrait de la deuxième version est cité par Jaroslav Bouček qui ne cite

Éluard, dit-on, répondit à cette lettre : « J'ai assez de travail avec les innocents qui cherchent à prouver leur innocence pour avoir le temps de m'occuper des coupables qui ont avoué ». Réponse que certains caractérisèrent ironiquement de « plus beau poème surréaliste ». Ajoutons que Breton et Éluard vinrent à Prague sur l'invitation de Vítězslav Nezval qui, pendant la période du procès « Milada Horáková et compagnie », détenait la fonction officielle de conseiller personnel auprès de Václav Kopecký, ministre de l'Information et de la Culture populaire.

Les protestations envoyées par des personnalités du monde entier n'empêchèrent pas la condamnation à mort de Milada Horáková, Jan Buchal, Závěš Kalandra et Oldřich Pecl. Leur exécution choqua de nombreuses personnalités comme Winston Churchill ou la femme du président américain Eleanor Roosevelt. Churchill condamna l'acte de la justice communiste dans une lettre envoyée au Conseil de la Tchécoslovaquie libre. Eleanor Roosevelt fit mention de Milada Horáková en octobre 1950 dans son discours à la Julia Richmond High School de New York :

Je crois que le sacrifice héroïque de Milada Horáková aura une grande influence sur les habitants de son pays, mais aussi sur les autres nations. Milada Horáková nous a montré que nous devons, nous aussi, nous battre pour une idée en laquelle nous croyons. Essayons de garder en nous l'esprit exemplaire de cette femme⁷⁸.

L'exécution de Milada Horáková fut également blâmée par l'archevêque de Canterbury Geoffrey Fisher et l'archevêque de Westminster, le cardinal Bernard William Griffin. Toutes ces proclamations furent publiées dans le recueil du Conseil

cependant pas sa source. Jaroslav Bouček, 27.6.1950. *Poprava Závěš Kalandry: česká kulturní avantgarda a KSČ* [27 juin 1950. Exécution de Závěš Kalandra. La culture tchèque d'avant-garde et le PCI] (Prague : Havran, 2006), 145-146. Le passage cité ci-dessus est issu des deux sources, car le monitoring du ministère de l'Intérieur, pour cause de panne, n'a pas tout saisi.

⁷⁸ *Milada Horáková - K 10. výročí její popravě* [Milada Horáková - Pour le dixième anniversaire de son exécution] (Washington : Conseil de la Tchécoslovaquie libre, 1960), 23. La plupart des textes de ce recueil ont été également édités dans la publication destinée à commémorer la mort tragique de Milada Horáková : *Milada Horáková (1901-1950)* (Prague : Melantrich, 1990).

de la Tchécoslovaquie libre à Washington à l'occasion des dix ans de la mort violente de Milada Horáková. Ce recueil contient la « Proclamation du Conseil de la Tchécoslovaquie libre sur le procès politique de Prague », du 30 juin 1950. Mais également les souvenirs de ceux qui avaient bien connu Milada Horáková avant leur exil. Il s'agissait souvent de personnes dont le nom avait été à maintes reprises prononcé au cours des audiences ou pendant la campagne de propagande. Par exemple, l'ancien maire de Prague, Petr Zenkl ou Růžena Pelantová. On y trouve également un article de Jana Feierabendová, l'épouse de l'éminent économiste, Ladislav Feierabend. Jana Feierabendová évoque sa rencontre avec Milada Horáková dans la petite forteresse de Terezín (Theresienstadt) où toutes les deux avaient été internées et avaient partagé un temps la même cellule. Le texte d'Helena H. Evans, présidente du Conseil national des femmes qui connaissait personnellement Milada Horáková y figure également.

Un an après l'exécution de Milada Horáková, parut aux États-Unis un feuilleton en bande dessinée sur sa vie, sous le titre *Unconquered*, édité par le Comité national pour l'Europe libre⁷⁹. Nous ne savons pas qui en est l'auteur. L'histoire de la vie de Milada Horáková, son destin pendant et après la guerre sont rendus de façon assez rigoureuse, même si le cadre d'interprétation sert une contre-propagande⁸⁰.

⁷⁹ Le Comité national pour l'Europe libre a été fondé le 1^{er} juin 1949 à New York dans le but de contribuer à la chute des régimes totalitaires des démocraties populaires en développant par exemple des opérations de propagande de ce type visant à répondre aux propagandes de l'Est. Rebaptisé plus tard Comité pour l'Europe libre, il est à l'origine de *Radio Free Europe*.

⁸⁰ Si la vie de Milada Horáková est retracée assez fidèlement, certaines paroles qui lui sont attribuées ne sont pas authentiques et servent à souligner la lutte anti-communiste. Dans le même objectif, la bande dessinée présente une société tchécoslovaque indignée par le procès – ce qui correspond assez peu à la réalité. La bande dessinée doit également servir à montrer que le communisme est pire que le nazisme, puisque Milada Horáková sort indemne des geôles nazies, alors que les communistes l'exécutent.

« Des milliers de citoyens sont contre le verdict »

Des lettres personnelles interpellent le président de la République tchécoslovaque

Le secrétariat de la Présidence de la République reçut des lettres qui l'implorait d'alléger la sentence. Ces lettres et ces télégrammes sont le témoignage de l'incroyable courage de personnes qui osaient affronter l'hystérie collective et « l'ambiance de pogrom » forgées par le régime. Ils étaient tout à fait conscients de ce qu'allait leur coûter cette démarche. Les archives conservent les originaux de plusieurs lettres auxquelles s'ajoutent des évaluations de leurs auteurs établies par les informateurs de la Sûreté de l'État (StB) de leur quartier⁸¹. František Bala écrivit le 9 juin, dans un télégramme envoyé au secrétariat de la Présidence : « Je vous en supplie, faites un geste symbolique. Au nom de l'humanisme, accordez la grâce, au moins à la condamnée. Dieu, des millions de citoyens et les autres prévenus vous béniront pour toujours »⁸². Une grande croyante de Brno, Štěpánka Hrubá, écrivit à Gottwald que, déjà sous l'occupation nazie, elle protestait contre les assassinats. On trouve aussi des lettres de ceux qui auraient dû être au diapason avec l'état d'esprit de l'époque.

Je vous demande au nom des dix membres de ma famille et au mien propre d'accorder la grâce à Milada Horáková et de ne pas signer sa condamnation à mort. Je ne suis qu'un simple ouvrier mais, comme des milliers de citoyens de la région d'Ostrava, je ne peux pas être d'accord avec le verdict du tribunal populaire de Prague⁸³.

« Les tribunaux tchèques ne peuvent pas condamner à mort une femme et une mère » écrivit un employé des aciéries de Vítkovice dont la signature est illisible⁸⁴. Une autre personne, à l'identité inconnue, s'abrite derrière la

⁸¹ Archiv bezpečnostních služeb (Archives des services de Sécurité, notées ABS), Prague, fonds 310 (Commandement de la Sûreté de l'État), cote 91-1, f° 113-127 ; évaluations de la Sûreté de l'État adressées au ministère de la Justice, le 14 juillet 1950.

⁸² AKPR, Prague, dossier T 2461/50.

⁸³ De facto Tribunal d'État.

⁸⁴ NA, Prague, ministère de la Justice, fonds « Klosův archiv », non inventorié.

personnalité du journaliste communiste auquel le régime se référerait constamment, Julius Fučík, et qui fut exécuté par les nazis pour son engagement de résistant. Son livre, *Reportage écrit sous la potence*, rédigé sous forme de billets clandestins, était devenu un texte canonique du régime communiste.

Je supplie monsieur le Président de faire tout ce qui est en son pouvoir. Je suis sûre que monsieur le Président entendra ma requête et n'oubliera pas les paroles de Julius Fučík : « Gens, je vous aime ! » Ce qui signifie pardonner et non exécuter.

L'auteur de ces lignes savait ce qui l'attendait, aussi signa-t-il sous un faux nom⁸⁵.

Zdena Mašínová, ancienne compagne de Milada Horáková dans la prison à la Gestapo de la place Charles à Prague et dans la petite forteresse de Terezín, protesta aussi contre son exécution. Il s'agit de la veuve d'un héros de la résistance anti-nazie, le sous-officier Josef Mašín⁸⁶. Parmi les protestataires, on rencontre aussi le nom du docteur Vlasta Kálalová. Cette jeune femme, à la fin de la Première Guerre, était partie à Bagdad où elle avait fondé un hôpital tchécoslovaque qu'elle dirigea sept ans avec succès. Le président Masaryk lui apporta son soutien moral et financier. Elle vécut l'occupation nazie dans sa ville natale du sud de la Bohême Bernartice où, les derniers jours de la guerre, l'armée allemande en retraite, fusilla son mari et ses deux enfants. Elle écrivit elle aussi et, en rappelant le sort des siens, implora la clémence de Gottwald⁸⁷.

⁸⁵ NA, Prague, fonds PsT I 774, 1950, non inventorié.

⁸⁶ Zdena Mašínová, Rudolf Martin, *Čtyři české osudy : tragický úděl rodiny Mašínovy* [Quatre destins tchèques. Le destin tragique de la famille Mašín] (Prague / Litomyšl : Paseka, 2001), 102.

⁸⁷ Archives d'État du district de Písek (notées SOKA Písek), fonds Archives de la famille Di Lottí, cote 148, « demande de grâce pour les personnes condamnées avec Milada Horáková adressée au président Gottwald », 9 juin 1950.

« Le mépris des camarades et les ricanements de la réaction me poursuivent »

Le sort des acteurs de la campagne de propagande accompagnant « le procès de Milada Horáková & Cie »

Nous avons déjà constaté que de nombreuses personnes ayant participé à l'organisation du procès de « Milada Horáková & Cie » furent plus tard elles-mêmes victimes des persécutions d'un régime qu'elles avaient servi. Il ne s'agit pas seulement des cas bien connus du secrétaire général du PCT Rudolf Slánský, du vice ministre de la Sécurité nationale Karel Šváb ou bien du chef de la StB Osvald Závodský, à qui le mécanisme de répression qu'ils avaient mis en route coûta la vie deux ans plus tard. Au cours de la préparation de notre livre sur cette campagne de propagande, nous avons découvert les histoires étonnantes de personnes qui tombèrent dans les pièges qu'ils avaient tendus à d'autres, poussées souvent par leurs « camarades », eux-mêmes, au moins d'après les documents examinés, des communistes fanatiques, plus ou moins au courant des irrégularités et des grossières instrumentalisation dans le déroulement du procès.

En février 1951, une année à peine après « le plus grand des procès politique », Marie Švermová, secrétaire générale du Comité central du PCT, qui avait entre autres apposé sa signature sur les instructions relatives à la campagne de propagande contre les accusés du procès, fut démise de toutes ses fonctions politiques et incarcérée. Parmi les motifs de son incarcération, sa liaison amoureuse avec Otto Šling, ultérieurement jugé et exécuté lors le procès Slánský, joua un rôle. Švermová, qui refusa de signer des aveux insensés, fut condamnée en 1954 à perpétuité, mais relâchée deux années après. En mars 1968, dans une réunion à la Maison slave à Prague, elle se souvient de Milada Horáková en ces termes :

Le docteur Milada Horáková était un personnage politique expérimenté, une femme instruite, elle avait toutes les qualités pour devenir une personnalité dominante de notre vie politique. C'est

vrai que nous étions de bonnes amies. Je ne peux pas évaluer l'importance de sa faute. Je suis néanmoins convaincue que sa peine était démesurée et je me sens coupable de ne pas avoir publiquement pris sa défense. C'était le premier procès exemplaire mis en scène par les hommes de Beria pour dévoiler la cinquième colonne chez nous. La tâche des conseillers soviétiques est à présent relativement connue. Sans cette pression de l'extérieur, on ne serait jamais parvenu à des issues aussi tragiques⁸⁸.

Les purges des années 1950 ont atteint d'autres membres de l'appareil du Comité central du PCT, comme Antonín Patejdl, chef du Bureau de Rudolf Slánský, entre les mains de qui étaient passées les dépêches des différentes régions à propos de « l'organisation du public » pendant la procédure judiciaire du procès Horáková. Toute une série de membres de la StB, comme le vice ministre de la Sécurité nationale, Josef Pavel, furent poursuivis. Le vice ministre de la justice, Alfréd Dressler, s'en tira un peu mieux. Un an exactement après le procès, il fut démis de ses fonctions puis « simplement » exclu du parti, au motif qu'il n'avait pas déclaré au parti qu'il avait été employé au bureau d'avocat d'un haut fonctionnaire nazi à Brno pendant la Deuxième Guerre mondiale. Dressler travailla comme ouvrier jusqu'en 1955 à ČKD⁸⁹. Une des figures principales du procès fut pourtant arrêtée, il s'agit du procureur militaire Juraj Vieska. Le fait que certains des participants au procès l'avaient considéré comme la véritable voix du peuple ne l'empêcha ni d'être transféré dans l'armée de réserve, puis d'être incarcéré. Le journaliste socialiste Karel Jíš, qui fut l'un des activistes les plus virulents de la « renaissance » du parti socialiste tchécoslovaque fut lui aussi arrêté. Au cours du procès, il avait écrit quelques articles très durs contre Milada Horáková et les autres inculpés, et il était aussi l'auteur de la conclusion du livre de K. Beran, cité plus haut *Devant le tribunal du peuple*.

⁸⁸ Cité d'après Jiří Radotínský, *Rozsudek, který otřásl světem* [Le verdict qui ébranla le monde] (Prague : ČTK / Pressfoto, 1990), 13.

⁸⁹ *Českomoravská Kolben Daněk*, célèbre usine de construction mécanique.

De hauts représentants d'autres institutions finirent en prison. Au procès de Rudolf Slánský, Vavro Hajdů, vice ministre des Affaires étrangères, membre de la commission de presse pour le procès Milada Horáková, figurait au banc des accusés. Il fut l'un des trois inculpés qui reçurent « seulement » la peine de prison à perpétuité. Ludvík Frejka, chef du département économique à la Chancellerie de la République eut moins de chance ; condamné à mort, il fut exécuté le 3 décembre 1952, avec dix autres accusés. Il avait été le 1^{er} juin 1950 spectateur du procès Horáková, sans soupçonner alors qu'il serait bientôt acteur dans une mise en scène judiciaire analogue.

La vague de purge lancée au sein du PCT toucha également de hauts fonctionnaires locaux (tant au niveau des régions que des districts) et là aussi les organisateurs de la campagne de propagande dans le procès Horáková furent balayés. Nous avons pu rendre compte de trois cas concrets – mais nous pouvons évidemment supposer que l'étendue de la persécution fut bien plus importante et dépasse l'objet de cette étude. Le premier cas est celui du chef du Comité régional du PCT d'Olomouc, František Řezníček, qui figure dans nombre de dépêches contenant les mesures adoptées concernant le procès Horáková. En remerciement de ses loyaux services, il fut relevé de ses fonctions et exclu du PCT. Il devint la cible d'une campagne de propagande qu'il avait lui-même initiée contre « l'action monstrueuse des traîtres à la nation », et contre « la haute trahison des actions de sabotage »⁹⁰. Découragé, Řezníček écrivit une lettre personnelle au Président lui-même :

Cher camarade Gottwald, je m'adresse à toi dans mon désespoir pour te supplier. À l'assemblée régionale d'Olomouc, il a été décidé de m'exclure du parti. La presse a publié que je suis un traître, et un suppôt de l'impérialisme, un membre de la bande de conspirateurs autour de Šling, Švermová et Clementis. On a dit que mon comportement et mon travail n'avaient été qu'un masque. Le mépris

⁹⁰ Formulations utilisées par Řezníček dans ses dépêches.

des camarades et les ricanements de la réaction me poursuivent. Nous sommes confrontés à une telle torture, que ma femme, après avoir lu *Rudé právo*, a voulu en finir en ouvrant le gaz.

On ignore si Gottwald intervint, mais Řezníček ne fut ni interné ni jugé, et retourna à son métier d'origine, métallurgiste, dans une usine de Prague.

František Majtl, lié à la campagne autour du procès en vertu de ses fonctions dans différentes organisations du Front national, connut un sort analogue. Son mandat à l'Assemblée nationale lui fut retiré, ainsi que sa fonction en novembre 1951, puis il fut exclu du PCT « du fait de son manque d'effort autocritique et de respect envers la discipline » ; il travailla alors comme ouvrier et conducteur de tracteur.

Jaromír Kvis, qui secondait Otto Šling au secrétariat du Comité central du PCT à Brno fut lui aussi poursuivi. Il avait décrit avec minutie les mesures prises pour « organiser l'opinion » et « l'indignation du peuple travailleur ». Kvis fut interné peu après Šling et maintenu en garde à vue vingt-six jours. Il fut finalement relâché sans jugement et exclu du parti en 1953.

Le départ forcé du PCT affecta d'autres acteurs de la campagne qui accompagna le procès, même après l'invasion des forces du pacte de Varsovie en 1968. Přemysl Freiman fut renvoyé du parti pour avoir participé à des émissions anti-occupation ; selon toute vraisemblance il avait participé au tournage des audiences du procès. Certains acteurs de la campagne s'exilèrent (comme Bedřich Rohan), d'autres au contraire finirent dans l'opposition au régime de Husák. Ce fut le cas de Marie Švermová et de Václav Slavík qui avait participé en 1950 aux conseils liés au procès et avait attaqué les accusés dans un article de *Rudé právo*. Slavík et Švermová comptèrent finalement parmi les premiers signataires de la Charte 77. En revanche, parmi les inculpés du « plus grand des procès » qui survécurent, aucun ne signa la Charte (il s'agissait de Jiří Hejda, Antonie Kleinerová et František Preučil).

La campagne de propagande qui accompagna le procès Horáková reste l'une des actions les plus monstrueuses que le régime communiste tchécoslovaque ait entreprises au cours de son existence.

De son ouverture jusqu'à sa fin, le procès occupa une place prépondérante dans les pages des journaux. Il n'y eut qu'une brève note sur les exécutions elles-mêmes. Le 28 juin 1950, le lendemain de l'exécution, une dépêche de l'Agence de presse tchécoslovaque ČTK notifiait : « Le verdict du tribunal d'État de Prague, confirmé par la Haute Cour du 24 juin [1950], reconnaissant coupables de haute trahison et d'espionnage Milada Horáková, Jan Buchal, Oldřich Pecl et Závěš Kalandra, a été appliqué⁹¹. » Cette information lapidaire était discrètement glissée entre celles qui annonçaient le début de la récolte et la mise en circulation d'un billet de 10 couronnes. Une phrase unique annonçait la mort violente de quatre personnes mais rien sur les dernières paroles prononcées par les condamnés⁹². Tel fut le point d'orgue de la campagne à laquelle s'étaient associés des millions de citoyens tchécoslovaques.

⁹¹ Voir par exemple *Svobodné slovo*, 28 juin 1950, 2.

⁹² Jan Buchal cria : « Que vive libre la Tchécoslovaquie de Masaryk et de Beneš ! » Les paroles de Milada Horáková : « Je tombe, je tombe ; ce combat je l'ai perdu. Je pars avec fierté. J'aime ce pays ; j'aime ce peuple, rendez-le prospère. Je pars sans haine à votre égard. Je vous le souhaite. Je vous le souhaite... » Cf. Kaplan, *Největší politický proces*, 165.